

# Conséquences du coronavirus en matière de politique étrangère

La crise de la COVID-19 a eu des conséquences économiques, sociales, politiques et géopolitiques qui toucheront inévitablement des aspects essentiels de la politique étrangère de l'Union. Parmi eux figurent notamment les relations avec les grandes puissances, plusieurs aspects de l'aide humanitaire, du développement et du maintien de la paix, ainsi que la lutte contre la désinformation et les cyberattaques. La crise a également accentué le débat sur l'avenir du multilatéralisme, un enjeu essentiel de la politique étrangère de l'Union européenne. Lors de la période de session de juin, il est prévu que le Parlement entende une déclaration du haut représentant sur la question.

## Le multilatéralisme et l'ordre mondial: désintégration ou reconstruction?

La forme que prendra le monde de l'après-coronavirus fait l'objet d'un vif débat dans les milieux universitaires et politiques. Il semble largement admis que la pandémie retentira vraisemblablement sur la configuration de l'ordre mondial lui-même, ne serait-ce que parce qu'elle a [exacerbé](#) des tendances de l'environnement géopolitique mondial qui se faisaient déjà jour. Le sentiment d'un vide dans le leadership mondial, la rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine, un contexte de menace étendu et multidimensionnel, un déclin relatif du multilatéralisme et l'[instrumentalisation](#) de l'interdépendance mondiale deviennent les caractéristiques de la «nouvelle normalité». Dans le même temps, certains experts considèrent la pandémie de COVID-19 comme un signal d'[alarme](#) pour le multilatéralisme, ainsi qu'une incitation à mener les indispensables réformes et à redynamiser la coopération multilatérale, un objectif affiché de la politique étrangère de l'Union selon les [orientations politiques](#) 2019 de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Dans une [tribune](#) d'avril 2020, Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-président de la Commission, a exposé son point de vue sur les défis que le monde de l'après-coronavirus posera à la politique étrangère de l'Union. S'il admet que la COVID-19 amplifiera vraisemblablement les dynamiques géopolitiques existantes et mettra à l'épreuve les systèmes démocratiques de l'Europe, il soutient que l'Union doit œuvrer en faveur d'une nouvelle forme de mondialisation capable d'instaurer un équilibre entre les avantages de l'ouverture des marchés et l'interdépendance, et entre la souveraineté et la sécurité des pays. Cet esprit se retrouve dans les multiples références à l'autonomie stratégique figurant dans les propositions de révision du [cadre financier pluriannuel](#), dans la référence faite à l'[autonomie stratégique ouverte dans le domaine du commerce](#) par le commissaire Phil Hogan dans les observations qu'il a adressées à ses homologues du G20 et le [discours](#) de Thierry Breton, commissaire chargé du marché intérieur, dans le contexte industriel, entre autres. L'action en faveur de la préservation et de la réforme de l'ordre multilatéral constitue un engagement de longue date de la politique étrangère de l'Union. Toutefois, la [montée en puissance](#) de la rivalité entre les États-Unis et la Chine à la suite de la COVID-19, et le tournant politique marqué par la nouvelle [stratégie américaine](#) créent un environnement plus difficile. L'intensification de la concurrence entre ces deux pays dans les domaines du commerce, des technologies, de l'influence financière et du contrôle des données, décrite par certains comme étant une nouvelle «guerre froide», donne à penser que l'Union européenne, en coopération avec des partenaires animés du même esprit, devra assumer au premier chef la responsabilité de la préservation de l'ordre fondé sur des règles. Dans ce contexte, il peut être nécessaire de continuer, avec une ardeur renouvelée, à nouer des [partenariats](#) reposant sur la confiance en vue du multilatéralisme, comme cela a été démontré, par exemple, lors du [sommet virtuel UE-Japon](#) de mai 2020. Cela est particulièrement vrai alors que le président américain a déclaré son intention de continuer de retirer les États-Unis de plusieurs organisations et régimes multilatéraux, les derniers en date étant le traité sur le régime «ciel ouvert» et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il sera également important pour l'Union de repenser les relations avec la Chine, en développant une stratégie plus [solide](#) à l'égard de ce pays, selon le haut représentant/vice-président. La future [présidence](#) allemande du Conseil devra examiner cette question en profondeur.

## Un monde plus vulnérable et fragile

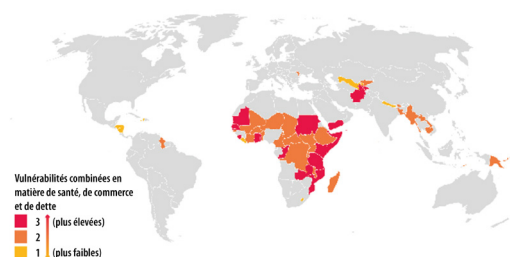
Dans sa tribune, le haut représentant/vice-président a souligné que l'Union européenne doit s'employer à éviter que le nouvel environnement géopolitique ait des répercussions négatives sur certaines régions du monde, en particulier l'Afrique. En effet, certaines des principales conséquences de la COVID-19 en matière de politique étrangère concernent les zones les plus vulnérables du monde, notamment les régions touchées par des conflits et les pays les moins développés. La COVID-19 [risque](#) de toucher de manière disproportionnée des zones de conflit, d'accroître la vulnérabilité des populations affligées par des conflits et de prolonger des conflits dans des régions comme le Moyen-Orient, en agissant comme un «facteur de multiplication des conflits» alors que la lutte pour le contrôle des ressources s'amplifie et concerne également l'accès aux fournitures médicales vitales, entre autres. Malgré l'appel lancé par le secrétaire général

# EPRS Conséquences du coronavirus en matière de politique étrangère

des Nations unies en faveur d'un cessez-le-feu mondial, les déplacements de populations dus à des conflits demeurent importants: 650 000 personnes ont ainsi été [déplacées](#) en raison d'un conflit entre mars et mai 2020. Alors que la pandémie touche de manière disproportionnée les sociétés, la pauvreté et l'insécurité (et en particulier le manque d'accès aux soins de santé et à la nourriture) [augmenteront](#) pour les populations les plus vulnérables déplacées de force. Par ailleurs, des réductions des budgets de la défense sont [attendues](#) de par le monde étant donné que la croissance mondiale est en déclin et que les dépenses nationales dans d'autres domaines croissent, inversant la tendance des dépenses militaires mondiales en 2019, qui a marqué la [plus forte](#) augmentation annuelle des dépenses depuis 2010. Des experts militaires [soutiennent](#) que les alliances et les forces militaires sont le plus nécessaires en temps de crise mondiale. De fait, les forces de maintien de la paix dans les régions fragiles devront [s'adapter](#) aux conséquences de la pandémie sur les conflits, ce qui laisse entrevoir que des ressources seront nécessaires.

Les implications économiques de la pandémie pour les économies plus vulnérables [pourraient](#) soumettre la gouvernance et les gouvernements à une pression supplémentaire. Déjà plus de 90 pays ont [sollicité](#) une aide d'urgence au Fonds monétaire international (FMI). Nombre des pays les plus exposés sur le plan financier présentent également certaines des plus grandes [vulnérabilités](#) dans leurs systèmes de santé et leur dépendance à l'égard du commerce, cumulant les menaces pesant sur leur stabilité (voir illustration 1). En avril 2020, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) [a annoncé](#) qu'en 2020, le commerce mondial connaîtrait un déclin sans précédent en raison de la pandémie, allant de 13 % à 32 %, ce qui augmentera les risques pour ces pays. Selon certaines [estimations](#), jusqu'à 60 millions de personnes risquent de basculer dans la pauvreté extrême. L'égalité hommes-femmes et les droits des femmes pourraient en pâtir gravement. L'insécurité alimentaire dans des pays fragiles à faible revenu, exposés à la malnutrition, pourrait gagner du terrain, ce qui consoliderait une autre source de conflit et d'instabilité et renforcerait la nécessité d'un soutien humanitaire.

**Illustration 1 – Distribution géographique des vulnérabilités simultanées à la pandémie de COVID-19 en matière de santé, de dette et de commerce**



Source: [Eurodad](#) sur la base de l'Observatoire de la santé mondiale de l'OMS, de l'analyse de la soutenabilité de la dette du FMI, des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, d'UNCTADstat.

## Un environnement en ligne (encore) plus difficile

La pandémie pèse sur les relations sociales et les relations État-société, conduisant les gouvernements autoritaires à prendre des mesures [de plus en plus](#) non démocratiques. Dans de nombreux pays, la [liberté](#) des médias a souffert de la pandémie. Dans un monde de plus en plus numérique, la diffusion des informations trompeuses et fallacieuses est facilitée. Dès le début de la pandémie en effet, tant la Russie que la Chine [se sont livrées](#) à d'intenses communications publiques sur la COVID-19, chacune recourant à ses propres méthodes et campagnes de désinformation. La crise sanitaire [fait](#) craindre que la désinformation, combinée à une diplomatie sanitaire agressive, faisant appel à des alliés locaux en Europe, pourrait être utilisée pour élargir l'influence géopolitique. Les experts s'accordent également à dire que le cyberenvironnement deviendra plus risqué: [d'après Europol](#), la criminalité en ligne progressera, tandis qu'il faudra s'attendre à de plus en plus de cyberattaques de grande envergure, notamment contre des infrastructures essentielles, à mesure que la concurrence géopolitique [s'exacerbera](#).

## Exemples de l'action de l'Union et perspectives pour la politique étrangère de l'Union

Le 8 avril 2020, l'Union a lancé l'ensemble de mesures «[Team Europe](#)», qui cible principalement les pays vulnérables. L'essentiel des fonds visent à faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie. À ce jour, 36 milliards d'euros ont été [mobilisés](#). Entre-temps, la Commission continue de travailler sur un [plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes](#) et un [plan d'action en faveur de la démocratie et des droits de l'homme](#) dans les relations extérieures. Les missions et opérations menées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ont été [adaptées](#), dans les limites de leurs moyens et mandats, en vue d'apporter un soutien aux pays d'accueil face à la crise sanitaire et à la nécessité de rester opérationnel. L'Union s'est efforcée d'apporter des réponses multilatérales aux conséquences de la crise sanitaire, en coordination avec le G7, le G20, les Nations unies, l'OMS et le Programme alimentaire mondial, entre autres. Le haut représentant/vice-président s'est également engagé à soutenir les pays touchés par des [sanctions](#), bien qu'aucune sanction n'ait été levée. Le 30 mai, le haut représentant/vice-président et la présidente de la Commission ont [prié instamment](#) les États-Unis de ne pas briser leurs liens avec l'OMS. Tout en reconnaissant les risques émergents, le haut représentant/vice-président [considère](#) la crise comme une occasion pour l'Union de devenir un acteur plus responsable dans les affaires étrangères.

Dans la [résolution](#) qu'il a adoptée le 17 avril 2020, le Parlement européen a demandé que la stratégie mondiale de l'Union soit révisée à la lumière de l'impact mondial de la crise et a plaidé en faveur d'une action de l'Union plus stratégique, et notamment en faveur d'une communication stratégique dans le contexte de l'infodémie. Il a par ailleurs réclamé une coopération multilatérale sur les actions humanitaires et le redressement par l'intermédiaire des Nations unies et souligné l'importance que revêtent la coopération et le soutien pour les pays des Balkans occidentaux, le voisinage et les régions en développement, en particulier l'Afrique et l'Amérique latine.

